

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)
Commun aux 3 lots

| |
|-------------------------------------|
| Maître de l'ouvrage |
| COMMUNE DE SCEAUX SUR HUISNE |

| |
|--|
| Objet de la consultation |
| AMENAGEMENT DU LOTISSEMENT LE CHENE GALON |

| |
|---|
| Remise des offres |
| Date limite de réception : 16 Décembre 2014 |
| Heure limite de réception : 12 h 00 |

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS..... | 4 |
| 1-1-OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR | 4 |
| 1-2-TRANCHES ET LOTS | 4 |
| 1-3-MAÎTRISE D'ŒUVRE - CONDUITE D'OPÉRATION..... | 4 |
| 1-4-CONTRÔLE TECHNIQUE | 4 |
| 1-5-COORDINATION SÉCURITÉ-PROTECTION DE LA SANTÉ..... | 5 |
| 1-6-SOUS-TRAITANCE | 5 |
| 1-7-COTRAITANCE..... | 5 |
| 1-8-ORDRE DE SERVICE..... | 6 |
| ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... | 6 |
| 2-1-PIÈCES CONTRACTUELLES | 6 |
| ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES-VARIATION DANS LES PRIX- RÈGLEMENT DES COMPTES..... | 6 |
| 3-1-REPARTITION DES PAIEMENTS | 6 |
| 3-2-TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)..... | 6 |
| 3-3-REPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER..... | 6 |
| 3-4-CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET RÈGLEMENT DES COMPTES | 7 |
| 3-5-VARIATION DANS LES PRIX | 8 |
| 3-6-PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS TRAITANTS | 9 |
| 3-7-MODE DE RÈGLEMENT | 10 |
| ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES..... | 10 |
| 4-1-DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX | 10 |
| 4-2-PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION PROPRES AUX DIFFÉRENTS LOTS..... | 10 |
| 4-3-PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES D'AVANCES..... | 10 |
| 4-4-REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX | 10 |
| 4-5-DÉLAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION | 10 |
| 4-6-PÉNALITÉS DIVERSES..... | 11 |
| ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ | 11 |
| 5-1-RETENUE DE GARANTIE..... | 11 |
| 5-2-AVANCES FORFAITAIRE | 12 |
| 5-3-AVANCE FACULTATIVE..... | 12 |
| ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX | 12 |
| 6-1-PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET DES PRODUITS | 12 |
| 6-2-MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT..... | 12 |
| 6-3-MISE À DISPOSITION DE LIEUX DE DÉPÔT DES DÉBLAIS EXÉDENTAIRES | 12 |
| 6-4-CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS , VÉRIFICATIONS ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS | 12 |
| 6-5-PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATÉRIAUX FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE | 12 |
| 7-1-PIQUETAGE GÉNÉRAL..... | 13 |
| 7-2-PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES | 13 |

| | |
|--|---------------|
| ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX..... | 13 |
| 8-1-PERIODE DE PREPARATION- PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX | 13 |
| 8-2-PLANS D'EXECUTION-NOTES DE CALCUL-ETUDES DE DETAIL..... | 14 |
| 8-3-MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL | 14 |
| 8-4-ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS..... | 14 |
| ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX | 17 |
| 9-1-ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX..... | 17 |
| 9-2-RECEPTION..... | 17 |
| 9-3-MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE | 17 |
| 9-4-DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION | 17 |
| 9-5-DELAIS DE GARANTIES | 17 |
| 9-6-DELAIS ET GARANTIES PARTICULIERES | 17 |
| 9-7-ASSURANCES | 17 |
| 9-8-RESILIATION – REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES | 18 |
| ARTICLE 10 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX..... | 18 |

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES - INTERVENANTS

1-1-Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent marché concernent l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération ci-après :

Aménagement du lotissement LE CHENE GALON

Les prestations, objet du présent marché relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi N°93-1418 du 31 Décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de SCEAUX SUR HUISNE, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-2-Tranches et Lots

Les travaux seront réalisés en deux phases :

Phase 1 : Terrassements, assainissement et noue, réseaux divers, couches de forme et de fondation et enduit bicouche.

Phase 2 : Bordures, ouvrages d'assainissement (BE, grilles), couche de roulement et signalisation.

Les travaux sont répartis en 3 lots de travaux désignés ci-après. Chaque marché sera conclu soit avec un entrepreneur unique, soit avec des entrepreneurs groupés solidaires. Chaque candidat peut remettre une offre chiffrée pour chaque lot qu'il souhaite se voir attribuer.

| |
|--|
| Lot 1 : Terrassements, Voiries, Assainissement EP-EU et signalisation |
| Lot 2 : Tranchées communes, réseaux BT, FT et éclairage public |
| Lot 3 : Aménagements paysagers |

1-3-Maîtrise d'oeuvre - Conduite d'opération

1-3-1-Conduite d'opération

Sans objet.

1-3-2-Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre sera assurée par :

LOTS 1 et 2 : I.R.P.L.
7 bis, rue de Belle île
72 190 COULAINES

LOT 3 : Paysage Concept
« Chanteloup »
72 210 SOULIGNE-FLACE

1-4-Contrôle technique

Sans objet.

1-5-Coordination Sécurité-Protection de la santé

Conformément au décret n°94-1159 du 26.12.94 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé, et à l'article L.235-3 du code du travail, une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Le coordonnateur sera désigné ultérieurement.

1-6-Sous-traitance

L'entrepreneur titulaire du marché est habilité à sous traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 Euros TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 2.4 du CCAG.

Il est rappelé qu'en application de l'article 5 de la Loi N°75-1334 du 31 décembre 1975, l'entrepreneur doit, lors de sa soumission, indiquer au Maître de l'Ouvrage dans l'acte d'engagement (article 3.2) la nature et le montant de chaque prestations qu'il envisage de sous-traiter. Le Maître de l'Ouvrage acceptera de réduire le nantissement conformément à l'article 9 de la Loi précitée, à concurrence de la part que l'entrepreneur se propose de sous-traiter si les conditions définies à l'article 5 de la Loi ont été remplies.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Déclaration DC2; formulaire à compléter
- Déclaration sur l'honneur que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales et a effectué le paiement des impôts et cotisations exigibles pour l'année 2003 (les candidats qui se sont établis postérieurement au 31 Décembre 2003 produiront l'extrait K bis) ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article 43 du Code des Marchés Publics concernant les liquidations ou redressements judiciaires, les infractions au Code Général des Impôts, les interdictions d'ordres législatif, réglementaire ou de justice.
- les références et qualifications de l'entreprise, les certificats ou attestations d'agrément ou de capacité.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 2.49 du CCAG).

1-7-Cotraitance

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'offre.

1-8-Ordre de service

Par dérogation à l'article 2.5 du CCAG, il est précisé que tous les ordres de services émis par le maître d'oeuvre relatifs à un engagement financier du maître de l'ouvrage, aux délais d'exécution, aux modifications du programme initial ou à des décisions de la personne responsable du marché doivent être signés par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2-1-Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont es suivantes, par ordre de priorité :

2-1-1 Pièces particulières contractuelles :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi;
2. Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) joint est à accepter sans modification;
4. Le bordereau des prix joint est à compléter obligatoirement sans modification et pour toutes les positions (P.U.) ;
5. Les devis quantitatifs estimatifs joints sont à compléter obligatoirement sans modification et pour toutes les positions (P.U.) ;
6. Le plan général de coordination (P.G.C).

2-1-2- Pièces générales contractuelles :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-5-2 du présent CCAP :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés des travaux;
- Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS-DTU);
- Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (CCAG 76) dans sa dernière version;
- Normes de l'Association Française de Normalisation;

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

Les pièces constitutives du marché prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où ils sont mentionnées ci-avant.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES-VARIATION DANS LES PRIX-REGLLEMENT DES COMPTES

3-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement:

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2-Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3-3-Répartition des dépenses communes de chantier

Pas de stipulations particulières.

3-4-Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

3-4-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis:

- ♦ en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (S.P.S), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.
- ♦ en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites dites « Normales » de la station météorologique la plus proche.
- ♦ des éventuels frais d'études nécessaires à la réalisation de certains travaux.
- ♦ des dépenses relatives à l'acquisition ou la réparation des matériels nécessaires à la réalisation des travaux,
- ♦ des frais d'assurance, d'indemnisation des dommages causés aux tiers par l'entrepreneur,
- ♦ toutes les dépenses que l'entrepreneur peut avoir à engager pour satisfaire aux mesures de police et de sécurité et tous frais accessoires,
- ♦ des frais de main d'œuvre et frais afférents : charges sociales, indemnités de toute nature, primes, frais de déplacement et de transport y compris les frais généraux et les bénéfices réalisés,
- ♦ des frais de cession, licences et obtentions des autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par les brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce.
- ♦ en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant l'évacuation des déchets conformément à la législation en vigueur.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

3-4-2-Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix et le détail estimatif.

3-4-3-Règlement des comptes-Paiements

Les projets de décompte seront présentés au maître d'oeuvre en état cumulatif depuis le début des travaux et visés par celui-ci.

Ces projets de décompte seront transmis par l'entrepreneur au maître d'oeuvre par envoi recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Tout intérêt moratoire n'étant pris en compte par le payeur que sur preuve du récépissé.

Leur règlement s'effectuera à partir de l'état décrit ci-dessus diminué des mandaterments déjà effectués. Viendront en déduction :

- la retenue de garantie sauf si une garantie à première demande est fournie,
- éventuellement les pénalités immédiatement applicables et divers abattements résultant du chantier.

Les projets de décompte seront présentés conformément au modèle qui sera remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché.

3-4-4-Approvisionnements

Pour l'application de l'article 11-4 du C.C.A.G., il est précisé que les approvisionnements figurant au bordereau des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du maître de l'ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par l'entrepreneur ou le sous-traitant, à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché. Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être couverts par une assurance vol et incendie et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

3-5-Variation dans les prix

3-5-1-Type de variation des prix

Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles ci-après.

3-5-2-Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise de l'offre appelé "mois zéro", soit le mois de :
Novembre 2014.

3-5-3-Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

Les index sont publiés :

- au Bulletin officiel du Service des prix et au Moniteur des Travaux Publics pour l'index T.P.;

| Index | Définition |
|-------|---|
| TP01 | Index général tous travaux |
| TP09 | Travaux d'enrobés (fabrication et mise en œuvre avec fourniture de bitume et granulats) |

- au Bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics pour l'index B.T.

3-5-4-Modalités de variation des prix

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché ou du lot concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d - 3) / I(0)$$

Dans laquelle:

I(0) et I(d - 3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d - 3) par l'index de référence I du marché concerné, sous réserve que le mois du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

3-5-5-Variation des frais de coordination

Sans objet.

3-5-6-Actualisations provisoires

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3-5-7-Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3-6-Paiement des cotraitants et des sous traitants

3-6-1-Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du CCAG-Travaux.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du CCAG-Travaux;
- Le compte à créditer;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des marchés publics;
- Le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 8.4.3 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

3-6-2-Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir du décompte afférent à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3-7-Mode de règlement

Le mandatement et le paiement des sommes dues sera effectué dans un délai de 30 jours, à l'exclusion du circuit bancaire, à compter de la réception de la facture chez le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4-1-Délai d'exécution des travaux

4-1-1-Délai d'exécution et calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution du marché est fixé dans l'article 3 de l'acte d'engagement. Un ordre de service de démarrage prescrira à l'entrepreneur de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

4-2-Prolongation du délai d'exécution

Les prolongations du délai d'exécution s'effectuent par ordre de service.

4-3-Pénalités pour retard - Primes d'avances

4-3-1-Pénalités pour retard

L'entrepreneur ou groupement subira par jour de retard dans l'achèvement des travaux une pénalité de 150 Euros HT.

Dans le décompte des jours de retard, le jour de la date limite et le jour de la date réelle de réalisation des prestations ne sont pas pris en compte : ne sont donc comptabilisés que les jours calendaires intermédiaires entre ces deux dates.

4-3-2-Primes d'avances

Il n'est alloué aucune prime pour les cas d'achèvement des prestations avant l'expiration du délai imparti. La personne responsable du marché peut toutefois décider que l'avance prise sur un délai partiel compense en tout ou partie le retard pris sur un autre délai partiel.

4-4-Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Stipulations conformes au CCAG.

4-5-Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

A la réception des travaux, il est obligatoire pour les entreprises de fournir au maître d'oeuvre les plans de récolement des ouvrages exécutés. En particulier, devront être fournis les plans, fiches de calcul, notices techniques et de fonctionnement.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 75 Euros HT par jour sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Dans le décompte des jours de retard, le jour de la date limite et le jour de la date réelle de réalisation des prestations ne sont pas pris en compte : ne sont donc comptabilisés que les jours calendaires intermédiaires entre ces deux dates.

4-6-Pénalités diverses

4-6-1-Absences aux réunions

En cas d'absence aux-rendez vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'oeuvre ou l'OPC, une pénalité de 75 Euros HT sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

4-6-2-Pénalités diverses

En cas de non respect des délais fixés à l'article 8-1 et de l'application de l'article 8-4-4 ci-après, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G, une pénalité journalière fixée à 150 Euros HT.

4-6-3-Infractions aux prescriptions du chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application d'une pénalité journalière de 50 € H.T. différente de celles visées aux articles 4.3.1. et 4.6.1. et avec lesquelles elle se cumule. Cette pénalité interviendra dans les cas suivants :

- a) non respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier.
- b) dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites.
- c) retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes techniques, études de détail, etc...)
- d) retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus.
- e) retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins.
- f) retard dans le nettoyage du chantier.
- g) retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier.
- h) absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins sortant du chantier.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1-Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues à l'article 101 du Code des marchés publics.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande prévue à l'article 102 du Code des marchés publics, ou, si les deux parties sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande paiement correspondant au premier acompte.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée dans les conditions prévues à l'article 103 du Code des marchés publics.

5-2-Avance forfaitaire

Conformément à l'article 87 du code des Marchés Publics, une avance forfaitaire pourra être versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les deux possibilités sont les suivantes :

- L'entreprise renonce à l'avance forfaitaire.
- Si l'entreprise ne renonce pas, il lui sera demandé de fournir une garantie à première demande (conformément à l'article 89 du Code des Marchés Publics).

5-3-Avance facultative

Sans objet.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX

6-1-Provenance des matériaux et des produits

Pas de stipulations particulières.

6-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3-Mise à disposition de lieux de dépôt des déblais exédentaires

Un lieu de dépôt sera disponible sur la commune, dans un rayon de 5 Km autour du chantier.

6-4-Caractéristiques, qualités , vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

6.4.1 Caractéristiques et qualités

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6.4.2 Vérifications

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.4.3 Essais et épreuves

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6-5-Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1-Piquetage général

L'implantation et le piquetage général des ouvrages sont effectués aux frais de l'entrepreneur. Le piquetage est contrôlé contradictoirement par le maître d'œuvre et l'entrepreneur désigné. Le plan d'implantation des ouvrages et du piquetage exécutés et remis à la maîtrise d'œuvre.

7-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

La conservation et la maintenance du piquetage spécial est assurée dans les mêmes conditions que le piquetage général des ouvrages.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1-Période de préparation- Programme d'exécution des travaux

8-1-1-Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G, elle n'est pas comprise dans le délai d'exécution.

Sa durée est de quatre (4) semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de la commencer. Il sera procédé au cours de cette période aux opérations suivantes :

par les soins du maître de l'ouvrage et / ou du maître d'oeuvre

- spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29.2 du C.C.A.G.

par les soins du titulaire

- établissement des plans d'exécution,
- mise en place de la signalisation de chantier,
- établissement d'un constat des lieux,
- établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du programme d'exécution des travaux, dans un délai de 8 jours à compter du début de cette période,
- projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,
- remise d'un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) au coordonnateur sécurité, au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre,

8-1-2-Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'oeuvre, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG-Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation).

8-1-3-Chantiers connexes

Le réseau d'eau potable sera réalisé par une entreprise mandatée par le SIAEP de Dollon.

Le réseau du Gaz sera posé en tranchée ouverte (fourniture de la tranchée par l'entreprise titulaire du marché-Lot2) par une entreprise mandatée par GRDF.

ERDF interviendra sur le site pour l'installation et le raccordement du transformateur.

8-2-Plans d'exécution-notes de calcul-études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par les entreprises.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire seront soumis au visa du maître d'oeuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ces observations éventuelles au plus tard quinze jours après leur réception.

8-3-Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

En application de l'article R.341-36 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

8-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-4-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

L'installation des chantiers de l'entreprise pourra bénéficier de facilités données par le maître de l'ouvrage. Elle devront faire l'objet d'une demande écrite auprès du maître d'oeuvre. Le maître d'oeuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

8-4-2-Installations à réaliser par l'entreprise

L'installation de chantier à réaliser par l'entreprise est décrite dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Elles sera implantée dans l'emprise du chantier et servira à toutes les entreprises devant intervenir.

8-4-3-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A / Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont modifiées que par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

B / Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger (s) grave (s) et imminent (s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement), le coordonnateur S.P.S doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C / Moyens donnés au coordonnateur S.P.S

1. Libre accès du coordonnateur S.P.S

Le coordonnateur S.P.S a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S

- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation,
- les noms et les coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit le rang. Il tient à sa disposition leurs contrats,
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2-A du présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S:

- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet,
- de son / ses intervention (s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (G.P.A),

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matières de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différend entre le titulaire et par le coordonnateur S.P.S est soumis au maître d'ouvrage.

D / Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993.

8-4-4-Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par l'entreprise.

La signalisation des chantiers doit être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – Huitième partie - signalisation des routes, définie par l'arrêté du 6 Novembre 1992 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié).

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet fluorescent conformément au guide technique du SETRA « Signalisation temporaire – Routes bidirectionnelles » Volume 1 – Edition 2000.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches fluorescentes conformément au guide technique du SETRA « Signalisation temporaire – Routes bidirectionnelles » Volume 1 – Edition 2000.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux conformément au guide technique du SETRA « Signalisation temporaire – Routes bidirectionnelles » Volume 1 – Edition 2000.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence, à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4-5-Réglementations particulières

Sans objet.

8-4-6-Restrictions des communications

Sans objet.

8-4-7-Engins explosifs

En cas de découverte d'engins de guerre, l'entreprise arrête immédiatement le chantier, assure le balisage efficace de la zone, interdit l'accès au chantier et alerte tous les services concernés.

8-4-8-Utilisation des voies publiques et lieux d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, l'entrepreneur prendra livraison du lieu d'exécution des travaux en l'état tel qu'il sera mis à sa disposition par le maître d'ouvrage. Il fera son affaire de l'aménagement et de la protection du site. Les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques et aux lieux d'exécution des prestations par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable.

8-4-9-Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG sont applicables.

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9-2-Réception

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, elle ne peut être prononcée, le maître d'œuvre formule en accord avec le maître d'ouvrage les réserves qui empêchent la réception des travaux et indique aux entrepreneurs le délai nécessaire et suffisant pour lever les réserves.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

9-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Sans objet.

9-4-Documents fournis après exécution

→ Les données graphiques

L'entrepreneur remet au maître d'œuvre, en trois exemplaires dont un sur disquette ou CD-ROM :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception: les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur;
- avant la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4 sur support informatique, au format DWG (Autocad).

9-5-Délais de garanties

Les dispositions du CCAG Travaux sont applicables.

9-6-Délais et garanties particulières

Sans objet.

9-7-Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les contractants doivent justifier qu'ils ont contractés :

- une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ou les modalités de leur exécution.

9-8-Résiliation – Règlement des différends et des litiges

En cas de différends ou de litiges, le titulaire du marché remet au maître d'œuvre, aux fins de transmission à la personne responsable du marché, un mémoire exposant les motifs et indiquant les montants de ses réclamations.

L'entrepreneur est tenu de respecter la procédure de l'article 50 du CCAG-TRAVAUX.

En cas de litige, le droit français est seul applicable au marché.

Le Tribunal administratif de NANTES est seul compétent.

Les correspondances et documents relatifs au marché sont rédigés en français

ARTICLE 10 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 2-5 du CCAG par l'article 1-8 du marché
Dérogation à l'article 49-1 du CCAG par l'article 4-6-3 du marché
Dérogation à l'article 28-1 du CCAG par l'article 8-1-1 du marché
Dérogation à l'article 34-1 du CCAG par l'article 8-4-8 du marché

Lu et accepté par l'entreprise
À , le

Approuvé par le maître d'ouvrage,
À , le